



VOTER PAUL BIYA EN 2025, C'EST VOTER L'ECHEC DES GENERATIONS PRESENTES ET FUTURES

**ANALYSE DU DISCOURS DE PAUL BIYA DU 31 DÉCEMBRE 2024 :
42 ANS DE PROMESSES, 42 ANS DE CONTRE-VÉRITÉS, 42 ANS
D'ÉCHECS... DE L'ÉMERGENCE FANTÔME À LA DUPERIE
NATIONALE**

RESUME

Le discours de Paul Biya du 31 décembre 2024, qui est le plus récent en matière de politique générale, masque une réalité alarmante : le Cameroun fait face à une crise sociopolitique, économique et sécuritaire profonde. Malgré des promesses de progrès, les inégalités, le chômage persistant et une gouvernance corrompue nuisent au développement. Un changement de leadership est urgent pour l'avenir du pays.

PR JIMMY YAB

**PRESIDENT NATIONAL DU MOUVEMENT
POUR LA LIBÉRATION ET LE
DÉVELOPPEMENT DU CAMEROUN
(MLDC)**



VOTER PAUL BIYA EN 2025 C'EST VOTER L'ECHEC DES GENERATIONS PRESENTES ET FUTURES

Page | 1



ANALYSE DU DISCOURS DE PAUL BIYA DU 31 DÉCEMBRE 2024 : 42 ANS DE PROMESSES, 42 ANS DE CONTRE-VÉRITÉS, 42 ANS D'ÉCHECS...

DE L'ÉMERGENCE FANTÔME À LA DUPERIE NATIONALE

**UNE ANALYSE ACCADEMIQUE DU PR JIMMY YAB,
PRESIDENT NATIONAL DU MOUVEMENT POUR LA LIBERATION ET LE
DEVELOPPEMENT DU CAMEROUN (MLDC)**



TABLE DES MATIERES

VOTER PAUL BIYA EN 2025 C'EST VOTER L'ECHEC DES GENERATIONS PRESENTES ET FUTURES	1	Page 2
ANALYSE DU DISCOURS DE PAUL BIYA DU 31 DÉCEMBRE 2024 : 42 ANS DE PROMESSES, 42 ANS DE CONTRE-VÉRITÉS, 42 ANS D'ÉCHECS...	1	
DE L'ÉMERGENCE FANTÔME À LA DUPERIE NATIONALE	1	
Résumé Exécutif Voter pour Paul Biya en 2025, c'est voter pour l'échec des générations présentes et futures		
Pr. Jimmy Yab, Président National du MLDC	4	
Introduction : Un discours en trompe-l'œil pour masquer l'échec total	6	
I. Des chiffres de croissance économique trompeurs : le vrai visage de l'économie camerounaise	6	
1. Une croissance sans impact sur le quotidien des Camerounais	6	
2. Une économie dépendante des matières premières	7	
3. Un secteur industriel embryonnaire	7	
4. Chômage et sous-emploi massifs	7	
II. Une politique industrielle fictive : où sont les vraies usines ?	8	
1. Un tissu industriel en déclin depuis les années 1980	8	
2. Des privatisations désastreuses sous les programmes d'ajustement structurel	9	
3. Des projets industriels récents non aboutis	9	
4. Un secteur manufacturier embryonnaire	9	
5. Conséquences de la désindustrialisation	10	
III. Gouvernance et corruption : une plaie béante jamais guérie	10	
1. Des détournements de fonds à grande échelle	10	
2. La mauvaise gestion des entreprises publiques	11	
3. Une gouvernance inefficace et un manque de reddition des comptes	11	
4. Un signal ignoré par Paul Biya	11	
Le scandale des stades de football au Cameroun : Une vitrine de la mauvaise gouvernance	11	
IV. Un bilan sécuritaire désastreux : le mythe de la paix retrouvée	12	
1. La persistance de la crise anglophone : Une guerre non déclarée	12	
2. La menace persistante de Boko Haram dans l'Extrême-Nord	13	
3. Criminalité urbaine et insécurité dans les grandes villes	13	
4. L'échec des programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR)	13	
V. Des infrastructures sociales insuffisantes : un quotidien difficile pour les Camerounais	14	
1. Éducation : Des écoles sous-équipées et des enseignants mal rémunérés	14	
2. Santé : Un système sous-équipé et inaccessible	14	
3. Eau potable : Un défi quotidien pour des millions de Camerounais	15	
4. Électricité : Un accès irrégulier et insuffisant	15	
5. Logement et urbanisation : Une gestion anarchique	15	
VI. Paul Biya et la présidentielle de 2025 : Le faux appel du peuple et le choix de sa sortie	16	



1. L'illusion de l'appel populaire : Une manœuvre politique bien rodée	16
2. Une candidature qui prolongerait la crise politique et économique	16
3. Le choix historique de Paul Biya : La grande porte ou la petite porte.....	16
4. Une opportunité pour un nouveau départ démocratique.....	17
Conclusion générale : L'heure du choix a sonné	17
Bibliographie	18



RESUME EXECUTIF

Voter pour Paul Biya en 2025, c'est voter pour l'échec des générations présentes et futures

Pr. Jimmy Yab, Président National du MLDC

Page | 4

Ce document constitue une alerte politique et intellectuelle majeure, particulièrement adressée à la jeunesse camerounaise. Il se veut une mise en garde argumentée : après 42 années de pouvoir, le maintien de Paul Biya à la tête de l'État n'est pas une garantie de stabilité, mais l'assurance d'une continuité dans l'échec, le mensonge institutionnalisé et la régression nationale.

Pourquoi ce document a-t-il été produit ?

Il fait suite au discours de Paul Biya du 31 décembre 2024, discours jugé trompeur, déconnecté de la réalité et révélateur d'un régime à bout de souffle. L'objectif est clair : empêcher que l'élection présidentielle d'octobre 2025 ne soit l'occasion de reconduire au pouvoir un homme dont le bilan est celui de l'immobilisme, de la pauvreté et du mépris démocratique.

Résumé analytique du constat en six points :

1. Des chiffres de croissance mensongers

Le taux de croissance de 3,8 % annoncé en 2024 masque une économie minée par la pauvreté, le chômage massif (plus de 30 % chez les jeunes), l'inégalité sociale et la dépendance aux matières premières non transformées. Le développement inclusif est absent.

2. Une industrialisation fantôme

Les fleurons industriels des années 1980 ont disparu. Les zones économiques (Kribi, Ouassa-Babouté) restent inachevées. La politique industrielle n'est qu'un mirage, entretenu pour masquer une désindustrialisation massive.

3. Une corruption endémique et impunie

Selon Transparency International, le Cameroun est classé 142e sur 180 en matière de corruption. Les rapports de la Cour des comptes révèlent des détournements massifs (affaire CovidGate, scandale des stades de la CAN), sans aucune sanction sérieuse.

4. Un désastre sécuritaire

La crise anglophone continue de faire des morts et des déplacés.

Boko Haram sévit toujours dans l'Extrême-Nord.

La criminalité urbaine explose.

Les programmes DDR (désarmement, démobilisation, réintégration) sont inefficaces.

La prétendue paix est un mensonge d'État.

5. Une infrastructure sociale effondrée

Éducation : écoles délabrées, enseignants sous-payés.

Santé : hôpitaux en ruine, soins inaccessibles.

Eau et électricité : pénurie chronique.

Habitat : explosion des bidonvilles.

Le quotidien des Camerounais est marqué par l'indignité et la survie.

6. Une fausse popularité construite sur la peur

Les appels à la candidature de Biya sont mis en scène par des élites clientélistes. Toute voix dissidente est réprimée. La véritable majorité silencieuse réclame l'alternance, la démocratie et une nouvelle génération de leadership.



L'enjeu de 2025

À 92 ans, Paul Biya est confronté à un choix historique :

Sortir par la grande porte, en renonçant à se représenter, et permettre une transition démocratique pacifique, respectée par l'histoire et saluée par le peuple.

Ou s'accrocher au pouvoir, au risque d'un effondrement national et d'une sortie humiliante par la petite porte, comme d'autres dirigeants qui ont refusé de lire les signes du temps.

Page | 5

Conclusion générale

Le Cameroun est riche de sa jeunesse, de ses ressources et de son potentiel. Mais il est bloqué par 42 années de règne personnel, de promesses trahies et de gouvernance prédatrice.

Ce document appelle chaque citoyen — et surtout chaque jeune — à ne plus dire "je ne savais pas".

Il s'agit d'un résumé de 42 ans de mensonges au plus haut sommet de l'Etat.

Voter Paul Biya, c'est voter contre vous-même.

C'est voter contre vos enfants.

C'est voter contre le Cameroun.

Professeur Jimmy Yab

Président national du MLDC — Mouvement pour la Libération et le Développement du Cameroun

Pour la construction d'un État Développementaliste Communautaire (EDC)

 <https://yabjimmy.com>



INTRODUCTION : UN DISCOURS EN TROMPE-L'ŒIL POUR MASQUER L'ECHEC TOTAL

Page | 6

Le 31 décembre 2024, Paul Biya, fidèle à une tradition vieille de plusieurs décennies, s'est adressé aux Camerounais avec un discours empreint de promesses, de chiffres flatteurs et d'un ton résolument optimiste. Pourtant, derrière cette rhétorique bien rodée, se cache une réalité incontestable : celle d'un pays en proie à une crise multiforme et à un recul socio-économique constant. Depuis son accession au pouvoir en 1982, Paul Biya a multiplié les discours exaltant des avancées imaginaires, alors que la situation sur le terrain se détériore inexorablement. Les problèmes liés à la sécurité, à l'économie, aux infrastructures sociales et à l'industrialisation sont autant de preuves d'un échec total que ce discours tente de dissimuler.

Ce discours s'inscrit dans une stratégie récurrente du régime : afficher une image de progrès et de stabilité pour légitimer un pouvoir en déclin, tout en éludant les véritables causes des maux dont souffre le Cameroun. Les taux de croissance vantés, les projets d'infrastructures annoncés et les efforts sécuritaires supposés concluants ne résistent pas à une analyse objective des faits. Derrière les chiffres officiels se cachent des réalités plus sombres : un chômage endémique, une dépendance économique accrue, une désindustrialisation rampante et une insécurité persistante dans plusieurs régions du pays.

Le contraste entre le discours et la réalité est frappant, notamment sur des aspects cruciaux tels que :

- L'économie, où une croissance purement quantitative masque une pauvreté généralisée et une absence de véritable transformation structurelle.
- La sécurité, où les conflits dans les régions anglophones et les attaques de Boko Haram continuent de semer la terreur, malgré les déclarations sur un retour à la paix.
- Les infrastructures sociales, où la majorité des Camerounais peinent à accéder à des services de base de qualité, malgré des décennies de promesses gouvernementales.
- L'industrie, où le Cameroun, autrefois leader industriel en Afrique centrale, a vu disparaître la plupart de ses fleurons industriels sous le règne de Paul Biya, laissant place à une économie largement dépendante des importations.

Cette introduction met en lumière l'écart abyssal entre les déclarations officielles et la réalité vécue par les Camerounais. Si le régime de Paul Biya s'emploie à maquiller la réalité par des discours soigneusement élaborés, les faits montrent que le Cameroun est confronté à une gestion défaillante de ses ressources, une gouvernance minée par la corruption et un manque cruel de vision stratégique pour sortir le pays de la stagnation.

Dans cette analyse, il s'agira de déconstruire le discours de fin d'année 2024 en mettant en évidence ses contradictions, ses failles et ses omissions volontaires. À travers une étude critique des principaux thèmes abordés, économie, sécurité, infrastructures sociales et industrialisation, nous démontrerons que ce discours, loin de refléter une réalité tangible, n'est qu'une opération de communication destinée à maintenir un pouvoir vieillissant et à masquer les véritables échecs d'un régime à bout de souffle. Le Cameroun, après 42 ans de promesses non tenues, mérite une gouvernance nouvelle, tournée vers le développement inclusif et la justice sociale.

I. DES CHIFFRES DE CROISSANCE ECONOMIQUE TROMPEURS : LE VRAI VISAGE DE L'ECONOMIE CAMEROUNAISE

Dans son discours de fin d'année 2024, Paul Biya s'est félicité d'une croissance économique de 3,8 % en 2024 et a annoncé une projection de 4,1 % pour 2025. Ce chiffre, bien qu'attrayant sur le papier, est loin de refléter la réalité économique vécue par la majorité des Camerounais. En effet, cette croissance, essentiellement quantitative, masque de profondes inégalités, une pauvreté persistante et une absence de véritable transformation structurelle de l'économie.

1. UNE CROISSANCE SANS IMPACT SUR LE QUOTIDIEN DES CAMEROUNAIS



Bien que le Cameroun affiche régulièrement des taux de croissance positifs, cette croissance ne se traduit pas par une amélioration significative des conditions de vie de la population :

• **Taux de pauvreté élevé** : Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), plus de 37 % de la population camerounaise vit en dessous du seuil de pauvreté, malgré la croissance affichée. Cette pauvreté est particulièrement marquée dans les zones rurales, où l'accès aux services de base (éducation, santé, eau potable) reste limité.

Page | 7

• **Inégalités sociales accrues** : Le Cameroun présente un indice de Gini (mesure des inégalités) supérieur à 0,43, indiquant une forte concentration des richesses dans les mains d'une minorité. Cette inégalité est perceptible à travers le contraste entre les quartiers huppés de Douala et Yaoundé et les bidonvilles en pleine expansion.

Exemple concret : À Douala, le quartier de Bonanjo abrite les sièges de grandes entreprises et des résidences luxueuses, tandis que, non loin de là, des quartiers comme New Bell et Makepe sont caractérisés par une pauvreté extrême, sans accès régulier à l'eau potable ni à l'électricité.

2. UNE ECONOMIE DEPENDANTE DES MATIERES PREMIERES

Le Cameroun reste fortement dépendant de l'exportation de matières premières, sans véritable transformation locale :

• **Secteur pétrolier** : Bien que le pétrole contribue à plus de 40 % des recettes d'exportation, il n'a pas permis de diversifier l'économie ni de créer des emplois massifs. La chute des prix du pétrole sur le marché international entre 2015 et 2018 a révélé la fragilité de cette dépendance.

• **Exportation brute des produits agricoles** : Le Cameroun exporte principalement du cacao, du café et de l'hévéa sous forme brute, sans transformation locale significative. En 2024, le pays a exporté plus de 300 000 tonnes de cacao, mais seule une infime partie a été transformée localement, privant ainsi l'économie nationale de valeur ajoutée et d'emplois.

Exemple concret : La filière cacao-café, qui emploie plus de 600 000 producteurs, souffre d'un manque d'industries locales de transformation. La majorité des producteurs vendent leurs récoltes à bas prix à des multinationales étrangères, qui se chargent de la transformation et de la commercialisation sur les marchés internationaux.

3. UN SECTEUR INDUSTRIEL EMBRYONNAIRE

Malgré les annonces sur l'industrialisation, le secteur industriel camerounais reste peu développé :

• **Faible contribution au PIB** : Le secteur secondaire, incluant l'industrie manufacturière, ne représente que 14 % du PIB, un chiffre faible pour un pays aspirant à l'émergence.

• **Projets industriels non aboutis** : De nombreuses zones économiques, comme celle de Kribi, censées attirer les investisseurs industriels, peinent à décoller en raison de la bureaucratie, de l'absence d'infrastructures de qualité et d'un climat des affaires peu attractif.

Exemple concret : Le projet de la zone industrielle de Kribi, lancé en grande pompe en 2017, devait accueillir des usines de transformation du bois, du cacao et du pétrole. À ce jour, très peu d'usines ont vu le jour, et la zone reste largement sous-utilisée.

4. CHOMAGE ET SOUS-EMPLOI MASSIFS

Le chômage et le sous-emploi constituent l'un des plus grands défis économiques du Cameroun :



• **Chômage des jeunes** : Selon l’Institut National de la Statistique (INS), le taux de chômage chez les jeunes de 15 à 35 ans dépasse 30 %, une situation aggravée par l’absence de politiques publiques efficaces de création d’emplois.

• **Sous-emploi** : La majorité des Camerounais actifs travaillent dans le secteur informel, souvent dans des conditions précaires, sans couverture sociale ni sécurité de l’emploi. En 2024, le secteur informel représentait environ 90 % de l’emploi total.

Page | 8

Exemple concret : À Yaoundé et Douala, les jeunes diplômés peinent à trouver des emplois correspondant à leurs qualifications et se retrouvent souvent contraints de travailler comme conducteurs de mototaxis ou petits commerçants dans le secteur informel.

5. Inflation et perte du pouvoir d’achat

Malgré les affirmations du président sur la maîtrise de l’inflation, la réalité est que les prix des produits de première nécessité continuent de grimper :

• **Inflation persistante** : L’inflation, bien que réduite à 5 % en 2024, reste élevée pour une économie où les salaires sont faibles et stagneants.

• **Hausse des prix des denrées alimentaires** : Le prix du pain, du riz, de l’huile et des autres produits de base a fortement augmenté ces dernières années, mettant à mal le pouvoir d’achat des ménages.

Exemple concret : Entre 2021 et 2024, le prix du litre d’huile de palme est passé de 600 FCFA à 1 200 FCFA, et celui du sac de riz de 12 000 FCFA à 18 000 FCFA, entraînant une baisse du niveau de vie des familles les plus modestes.

Une croissance factice et déséquilibrée

Le discours officiel sur la croissance économique ne reflète pas la réalité quotidienne des Camerounais. Derrière les chiffres flatteurs se cache une économie fragile, marquée par une dépendance excessive aux matières premières, une absence de véritable industrialisation et des inégalités croissantes. Cette situation illustre l’échec des politiques économiques menées sous le régime de Paul Biya, incapables de traduire la croissance en développement inclusif.

II. UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE FICTIVE : OU SONT LES VRAIES USINES ?

Dans ses discours, Paul Biya vante régulièrement les « progrès industriels » réalisés sous son régime, citant quelques projets ponctuels comme la création de nouvelles cimenteries ou d’usines de carreaux. Toutefois, cette rhétorique masque une réalité bien plus sombre : une désindustrialisation massive depuis son accession au pouvoir en 1982. Le Cameroun, autrefois doté d’un tissu industriel dynamique, a vu la fermeture de nombreuses usines majeures au cours des quatre dernières décennies, laissant place à une dépendance accrue aux importations.

1. UN TISSU INDUSTRIEL EN DECLIN DEPUIS LES ANNEES 1980

Avant l’arrivée de Paul Biya au pouvoir, le Cameroun possédait un secteur industriel prometteur, soutenu par un État interventionniste qui investissait dans des industries stratégiques. Certaines des usines les plus emblématiques de cette époque étaient :

• **CELLUCAM** (Cellulose du Cameroun) : Cette usine, située à Edea, était spécialisée dans la transformation du bois en pâte à papier. Elle jouait un rôle clé dans l’exploitation des vastes ressources forestières du pays. Sa fermeture dans les années 1990, due à une mauvaise gestion et à un manque d’investissements, a non seulement entraîné la perte de milliers d’emplois, mais aussi forcé le Cameroun à importer du papier.



• **CICAM** (Cotonnière Industrielle du Cameroun) : Acteur majeur de l'industrie textile, la CICAM produisait des tissus destinés à la consommation locale et à l'exportation. Sous Paul Biya, l'usine a progressivement décliné en raison de la concurrence des produits importés, notamment asiatiques, et de l'absence de protection de l'industrie locale. Aujourd'hui, la CICAM fonctionne à peine, avec une production bien en deçà de sa capacité initiale.

• **CAMSUCO** (Cameroun Sugar Company) : Cette entreprise sucrière, située dans la région du Centre, contribuait à la production locale de sucre. Sa privatisation mal encadrée dans les années 1990 a conduit à son effondrement. Le Cameroun est depuis devenu dépendant des importations pour combler sa consommation de sucre.

Page | 9

Exemple marquant : En 1980, le Cameroun exportait une partie de sa production textile et de son papier. Aujourd'hui, il importe l'essentiel de ces produits, aggravant son déficit commercial.

2. DES PRIVATISATIONS DESASTREUSES SOUS LES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

Dans les années 1990, le Cameroun, sous pression du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, a lancé une série de privatisations dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Ces privatisations, mal préparées et souvent entachées de corruption, ont conduit à la fermeture de nombreuses usines :

• **Privatisation de la SONEL** (Société Nationale d'Électricité) : Cette entreprise, autrefois publique, a été privatisée en 2001. La gestion privée qui s'en est suivie n'a pas permis d'améliorer l'accès à l'électricité, et les coupures de courant restent fréquentes, entravant le développement industriel.

• **Liquidation de la REGIFERCAM** (Régie Ferroviaire du Cameroun) : La disparition de cette société publique a eu des conséquences dramatiques sur le transport des marchandises et l'approvisionnement des usines en matières premières.

Conséquence : La privatisation et la fermeture de ces entreprises ont entraîné une désorganisation de l'économie nationale et une hausse des coûts de production pour les rares industries restantes.

3. DES PROJETS INDUSTRIELS RECENTS NON ABOUTIS

Depuis les années 2010, le gouvernement a multiplié les annonces de projets industriels ambitieux, mais peu d'entre eux ont réellement vu le jour :

• **Zone industrielle de Kribi** : Cette zone, censée accueillir des usines de transformation du bois et des matières premières, reste largement sous-exploitée. En 2024, seules quelques entreprises y opèrent, et les infrastructures promises ne sont toujours pas finalisées.

• **Technopôle agro-industriel de Ouassa-Babouté** : Ce projet, annoncé pour relancer la transformation des produits agricoles locaux (céréales, tubercules, lait), n'a toujours pas démarré, plusieurs années après son lancement officiel.

Exemple concret : La transformation du cacao, un secteur stratégique pour le Cameroun, est un échec flagrant. Bien que le pays soit l'un des premiers producteurs mondiaux de cacao, plus de 85 % de la production est exportée sous forme brute. Les rares usines de transformation fonctionnent en dessous de leur capacité, faute d'investissements et d'un environnement favorable.

4. UN SECTEUR MANUFACTURIER EMBRYONNAIRE

Le secteur manufacturier, clé du développement économique, reste marginal au Cameroun :

• **Faible contribution au PIB** : Le secteur manufacturier représente à peine 14 % du PIB, contre plus de 30 % dans des pays comme l'Éthiopie ou le Maroc, qui ont su diversifier leur économie.



- **Absence de chaîne de valeur locale :** La plupart des produits consommés au Cameroun sont importés, même ceux fabriqués à partir de matières premières disponibles localement. Par exemple, le pays importe des meubles alors qu'il dispose de vastes ressources forestières.

Exemple concret : Dans le secteur de la cimenterie, bien que de nouvelles usines aient vu le jour (comme celle de Dangote Cement), le coût du ciment reste élevé, et l'industrie ne parvient pas à répondre à la demande locale en raison de problèmes d'approvisionnement en énergie et en transport.

Page | 10

5. CONSEQUENCES DE LA DESINDUSTRIALISATION

La désindustrialisation massive sous le régime de Paul Biya a eu des conséquences profondes sur l'économie camerounaise :

- **Perte de souveraineté économique :** Le Cameroun est devenu dépendant des importations pour de nombreux biens de consommation, aggravant son déficit commercial.
- **Chômage et précarité :** La fermeture des grandes usines a entraîné une perte massive d'emplois formels. La majorité des Camerounais travaillent désormais dans le secteur informel, sans couverture sociale ni sécurité de l'emploi.
- **Faible compétitivité :** L'absence d'une industrie forte empêche le Cameroun de s'insérer dans les chaînes de valeur régionales et mondiales, limitant ainsi son potentiel de croissance.

Une illusion industrielle entretenue par le régime

Contrairement aux discours officiels, la réalité industrielle du Cameroun est celle d'un déclin constant depuis les années 1980. Les quelques usines récemment inaugurées ne suffisent pas à masquer la disparition de véritables fleurons industriels, ni à compenser les emplois perdus.

III. GOUVERNANCE ET CORRUPTION : UNE PLAIE BEANTE JAMAIS GUERIE

Paul Biya promet une fois de plus de renforcer la lutte contre la corruption. Or, selon le classement de Transparency International de 2024, le Cameroun figure parmi les 25 pays les plus corrompus au monde, occupant la 142e place sur 180.

Quelques exemples récents illustrent l'ampleur de cette corruption endémique :

Les rapports de la Cour des comptes : Un miroir accablant de la mauvaise gouvernance au Cameroun

Les rapports annuels de la Cour des comptes du Cameroun constituent une source essentielle pour comprendre les dysfonctionnements structurels qui caractérisent la gestion publique sous le régime de Paul Biya. Ces documents, élaborés par une institution indépendante censée surveiller l'utilisation des deniers publics, révèlent chaque année des irrégularités massives, des détournements de fonds et une mauvaise gestion des ressources publiques. Toutefois, malgré la gravité des conclusions de ces rapports, les mesures correctives tardent à être prises et les responsables identifiés ne subissent que rarement des sanctions exemplaires.

1. DES DETOURNEMENTS DE FONDS A GRANDE ECHELLE

Les rapports de la Cour des comptes soulignent régulièrement des cas de détournements massifs de fonds publics dans plusieurs secteurs clés :

- **Affaire CovidGate :** Dans un rapport publié en 2022, la Cour des comptes a dénoncé la gestion opaque et les détournements de plusieurs milliards de FCFA destinés à la lutte contre la pandémie de Covid-19. Ce scandale a impliqué des ministères stratégiques, mais à ce jour, peu de sanctions concrètes ont été prises.



- **Projets d'infrastructures routières** : La Cour des comptes a pointé du doigt des surcoûts injustifiés dans plusieurs projets routiers, comme l'autoroute Yaoundé-Douala, dont la première phase, entamée en 2014, n'est toujours pas achevée. Des surfacturations et des paiements effectués pour des travaux non réalisés figurent parmi les irrégularités relevées.

2. LA MAUVAISE GESTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Page | 11

Un autre point régulièrement souligné par la Cour des comptes concerne la gestion inefficace des entreprises publiques. De nombreuses sociétés d'État, bien que bénéficiant de subventions massives, continuent d'accumuler des pertes sans contribuer au développement économique :

- **CAMTEL** (société de télécommunications) et **SONARA** (raffinerie nationale) figurent parmi les entreprises dont la gestion a été qualifiée de catastrophique par les rapports successifs de la Cour.
- **Les zones économiques**, telles que la zone industrielle de Kribi, censées dynamiser l'industrialisation, peinent à produire des résultats concrets en raison d'une gestion inadéquate et d'un manque de vision stratégique.

3. UNE GOUVERNANCE INEFFICACE ET UN MANQUE DE REDDITION DES COMPTES

Les rapports mettent également en évidence un problème chronique de gouvernance, notamment :

- **Absence de suivi des recommandations** : Bien que la Cour des comptes formule chaque année des recommandations pour améliorer la gestion publique, celles-ci sont rarement suivies d'effet. Cela témoigne d'un manque de volonté politique de mettre en œuvre des réformes.
- **Implication de hauts responsables** intouchables : Nombre des détournements et irrégularités concernent des personnalités proches du pouvoir, qui bénéficient d'une impunité totale.

4. UN SIGNAL IGNORE PAR PAUL BIYA

Les rapports de la Cour des comptes auraient pu être un outil puissant de réforme et d'assainissement de la gestion publique. Cependant, sous le régime de Paul Biya, ils restent largement ignorés, réduisant cette institution à un simple observateur sans réel pouvoir de contrainte. Cette situation illustre parfaitement l'incapacité du régime à instaurer une gouvernance fondée sur la transparence et la reddition des comptes.

Les rapports de la Cour des comptes offrent une preuve irréfutable de l'échec du régime en matière de gestion publique. Ils montrent que, malgré les discours officiels sur la lutte contre la corruption et l'amélioration de la gouvernance, le Cameroun reste enlisé dans des pratiques prédatrices qui freinent son développement. Si Paul Biya décide de se présenter à l'élection présidentielle de 2025, il devra répondre de cet héritage accablant. À moins qu'il ne choisisse de sortir par la grande porte, en facilitant une alternance politique et en permettant une nouvelle gouvernance plus efficace et transparente.

LE SCANDALE DES STADES DE FOOTBALL AU CAMEROUN : UNE VITRINE DE LA MAUVAISE GOUVERNANCE

Le scandale entourant la construction et la réhabilitation des stades de football au Cameroun est un symbole éclatant de la mauvaise gestion des projets d'infrastructures sous le régime de Paul Biya. Ce scandale a pris de l'ampleur lors de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2021, initialement prévue en 2019, mais reportée en raison des retards accumulés dans la livraison des infrastructures. Les dysfonctionnements constatés révèlent non seulement une gestion calamiteuse des fonds publics, mais aussi un système profondément corrompu.

1. Des coûts exorbitants et injustifiés



Le coût total des infrastructures sportives liées à la CAN a largement dépassé les prévisions initiales. Le cas emblématique est celui du stade d'Olembe, dont le coût initial était estimé à 163 milliards de FCFA, mais qui a finalement dépassé 330 milliards de FCFA. Cette explosion des coûts s'explique par :

- **La mauvaise planification** : Des modifications répétées des plans et des délais non respectés ont conduit à une inflation artificielle des coûts.
- **La surfacturation et les détournements de fonds** : Selon des rapports de la Cour des comptes et de certaines enquêtes journalistiques, une partie importante des fonds alloués a été détournée ou mal utilisée.

Page | 12

Le stade d'Olembe, censé être un joyau architectural et une fierté nationale, n'a été partiellement achevé qu'à la veille de la compétition, après plusieurs avertissements de la Confédération Africaine de Football (CAF).

2. Des infrastructures inachevées ou sous-utilisées

Malgré les sommes faramineuses investies, plusieurs stades restent partiellement achevés ou sous-utilisés :

- **Le stade d'Olembe**, malgré son inauguration précipitée pour la CAN, présente encore des travaux inachevés. Le complexe sportif prévu autour du stade, comprenant des hôtels et des commerces, n'a jamais été réalisé.
- **Le stade de Japoma**, construit à Douala à un coût également élevé, souffre d'un entretien insuffisant, et son utilisation est limitée faute d'une gestion adaptée.

3. Un scandale sans véritable sanction

Malgré l'ampleur des dysfonctionnements et des détournements constatés, aucune sanction significative n'a été prise contre les responsables de ce fiasco. Les appels de la société civile et de certains parlementaires à ouvrir une enquête indépendante sont restés sans suite. Ce silence s'explique par la proximité des principaux bénéficiaires de ces détournements avec le cercle du pouvoir :

- **Responsabilité politique** : Plusieurs ministres et hauts responsables ayant supervisé ces projets n'ont jamais été inquiétés.
- **Impunité systémique** : Le régime Biya a démontré à plusieurs reprises son incapacité, ou son absence de volonté, à sanctionner les cas de corruption impliquant des proches du pouvoir.

IV. UN BILAN SECURITAIRE DESASTREUX : LE MYTHE DE LA PAIX RETROUVEE

Dans son discours de fin d'année 2024, Paul Biya affirme que la paix et la sécurité sont désormais consolidées au Cameroun, malgré quelques « attaques lâches » de groupes terroristes et des « atrocités commises par des bandes armées ». Cette affirmation, loin de refléter la réalité sur le terrain, s'inscrit dans une longue tradition de discours minimisant la gravité des crises sécuritaires que traverse le pays. En vérité, le bilan sécuritaire du régime Biya est désastreux, marqué par une gestion inefficace des conflits et une détérioration constante de la situation dans plusieurs régions.

1. LA PERSISTANCE DE LA CRISE ANGLOPHONE : UNE GUERRE NON DECLARÉE

Depuis 2016, le Cameroun est plongé dans une grave crise dans ses régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où des groupes séparatistes anglophones affrontent les forces gouvernementales. Malgré les déclarations répétées du gouvernement sur un retour progressif à la paix, la réalité est bien différente :

- **Un conflit meurtrier** : Selon les estimations de l'International Crisis Group, le conflit a fait plus de 6 000 morts et forcé près d'un million de personnes à fuir leurs foyers. Les civils, pris en étau entre les forces de sécurité et les groupes séparatistes, paient le prix fort.



• **Exactions des deux camps** : Des rapports de Human Rights Watch et d'autres organisations de défense des droits humains documentent des exactions commises par les deux parties. Les forces de sécurité sont accusées d'exécutions extrajudiciaires, de viols et de destruction de villages, tandis que les groupes séparatistes multiplient les enlèvements, les attaques contre les écoles et les assassinats de civils soupçonnés de collaborer avec le gouvernement.

• **Un processus de paix au point mort** : Le Grand Dialogue National organisé en 2019, censé résoudre la crise, n'a produit aucun effet concret. Les principales revendications des anglophones, comme la fédéralisation ou une autonomie accrue, ont été ignorées, ce qui a conduit à un durcissement des positions des groupes séparatistes.

Exemple marquant : En novembre 2024, une attaque dans un village de la région du Nord-Ouest a causé la mort de 27 civils, dont des femmes et des enfants, un événement qui illustre la violence persistante dans cette zone. Malgré la présence de forces de sécurité, les habitants continuent de vivre dans la peur quotidienne.

2. LA MENACE PERSISTANTE DE BOKO HARAM DANS L'EXTREME-NORD

La région de l'Extrême-Nord du Cameroun est confrontée depuis 2014 à la menace de Boko Haram, un groupe terroriste originaire du Nigeria. Bien que Paul Biya se félicite des « progrès significatifs » dans la lutte contre ce groupe, les faits démontrent que la menace persiste :

• **Attaques régulières** : En 2024, plusieurs dizaines d'attaques ont été recensées dans la région, causant la mort de civils et de militaires. Ces attaques visent principalement des villages isolés et des postes de sécurité.

• **Déplacements de population** : Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), plus de 340 000 personnes restent déplacées dans l'Extrême-Nord à cause des violences de Boko Haram, vivant dans des conditions précaires.

• **Recrutement forcé** : Le groupe terroriste continue de recruter de force des jeunes dans les villages reculés, profitant de la pauvreté et de l'absence d'opportunités économiques.

Exemple marquant : En juillet 2024, une attaque de Boko Haram dans la localité de Mozogo a fait 15 morts, principalement des civils, et provoqué le déplacement de centaines de familles. Cet événement démontre que, malgré les opérations militaires, la menace terroriste reste vive.

3. CRIMINALITE URBAINE ET INSECURITE DANS LES GRANDES VILLES

En plus des crises majeures dans les régions anglophones et l'Extrême-Nord, le Cameroun est confronté à une montée de la criminalité dans les centres urbains :

• **Banditisme et vols à main armée** : À Douala et Yaoundé, les cas de vols à main armée, d'agressions et de cambriolages se sont multipliés ces dernières années. Malgré l'annonce de mesures pour renforcer la sécurité, les populations continuent de vivre dans l'insécurité.

• **Développement des gangs** : Des gangs organisés, souvent composés de jeunes désœuvrés, prolifèrent dans plusieurs quartiers sensibles, profitant de l'absence de politiques efficaces de réinsertion sociale.

Exemple marquant : En octobre 2024, une série de cambriolages spectaculaires dans des quartiers résidentiels de Yaoundé a suscité une vive inquiétude parmi les habitants, forçant les autorités à lancer une opération de sécurisation. Cependant, ce type d'actions ponctuelles reste sans effet durable sur la criminalité.

4. L'ECHEC DES PROGRAMMES DE DESARMEMENT, DEMOBILISATION ET REINSERTION (DDR)

Pour tenter de résoudre les conflits armés, le gouvernement camerounais a mis en place des programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) destinés aux combattants séparatistes et aux ex-membres de Boko Haram. Cependant, ces programmes peinent à atteindre leurs objectifs :



• **Faible adhésion :** Très peu de combattants séparatistes ont rejoint les centres de DDR, craignant des représailles ou ne croyant pas en la sincérité de l'offre gouvernementale.

• **Conditions de vie précaires dans les centres :** Plusieurs rapports font état de mauvaises conditions de vie dans les centres de DDR, où les ex-combattants peinent à recevoir une formation professionnelle ou un accompagnement adéquat.

• **Rechute dans la violence :** Faute de suivi et d'opportunités économiques, certains ex-combattants retournent dans la clandestinité et reprennent les armes.

Page | 14

Un discours déconnecté de la réalité

Le bilan sécuritaire de Paul Biya est loin d'être celui d'un pays en voie de pacification. En réalité, le Cameroun reste confronté à de multiples foyers de tension qui continuent de déstabiliser plusieurs régions et d'affecter la vie quotidienne des populations. Le discours du régime, qui présente une image d'un pays en paix, relève davantage de la propagande que de la réalité.

V. DES INFRASTRUCTURES SOCIALES INSUFFISANTES : UN QUOTIDIEN DIFFICILE POUR LES CAMEROUNAIS

Malgré les discours optimistes de Paul Biya sur l'amélioration des conditions de vie des Camerounais, les infrastructures sociales restent gravement insuffisantes. Les secteurs clés comme l'éducation, la santé, l'eau potable et l'électricité souffrent d'un sous-investissement chronique et d'une gestion inefficace. Ces défaillances ont des conséquences directes sur le quotidien des populations, notamment les plus vulnérables.

1. ÉDUCATION : DES ECOLES SOUS-EQUIPEES ET DES ENSEIGNANTS MAL REMUNERES

Le système éducatif camerounais est confronté à de nombreux défis :

• **Manque d'infrastructures scolaires :** Dans de nombreuses régions, les écoles sont en nombre insuffisant et mal équipées. Il n'est pas rare de voir des enfants suivre les cours dans des abris de fortune ou sous des arbres, faute de salles de classe adaptées.

• **Classes surchargées :** Dans les zones urbaines, les écoles publiques accueillent souvent plus de 100 élèves par classe, ce qui nuit à la qualité de l'enseignement.

• **Faible motivation des enseignants :** Les enseignants, mal rémunérés et confrontés à des conditions de travail précaires, multiplient les grèves pour réclamer de meilleures conditions. En 2022, le mouvement des enseignants baptisé "On a trop supporté" a paralysé le secteur pendant plusieurs semaines.

Ces problèmes contribuent à un taux d'abandon scolaire élevé, en particulier dans les zones rurales et les régions anglophones touchées par la crise.

2. SANTE : UN SYSTEME SOUS-EQUIPE ET INACCESIBLE

Malgré les annonces répétées sur le renforcement du système de santé, la réalité reste préoccupante :

• **Insuffisance des infrastructures de santé :** De nombreuses localités, notamment en zones rurales, ne disposent pas d'hôpitaux ou de centres de santé fonctionnels. Là où ils existent, ils manquent souvent de personnel qualifié, de médicaments et d'équipements essentiels.

• **Hôpitaux en crise :** Les grands hôpitaux publics des villes comme Yaoundé et Douala sont saturés et sous-équipés. Le manque de lits, de matériel médical et de médicaments est récurrent. En 2023, une enquête a révélé



que plus de 60 % des patients hospitalisés dans les grandes villes devaient acheter eux-mêmes leurs médicaments en pharmacie.

- **Frais de santé élevés** : L'absence d'un système de couverture universelle efficace rend les soins de santé inaccessibles à une grande partie de la population. De nombreuses familles doivent choisir entre se soigner et subvenir à leurs besoins de base.

Exemple marquant : le Centre hospitalier universitaire de Yaoundé (CHUY), qui, malgré son statut d'hôpital de référence, souffre d'un manque chronique de financement et d'équipements, entraînant une détérioration constante de la qualité des soins.

Page | 15

3. EAU POTABLE : UN DEFI QUOTIDIEN POUR DES MILLIONS DE CAMEROUNAIS

L'accès à l'eau potable reste un défi majeur dans de nombreuses régions :

- **Pénurie d'eau dans les grandes villes** : À Yaoundé et Douala, les coupures d'eau sont fréquentes, obligeant les habitants à s'approvisionner auprès de revendeurs informels à des prix élevés. En 2024, plusieurs quartiers de Yaoundé ont connu des périodes de pénurie prolongée, suscitant la colère des populations.
- **Accès limité en milieu rural** : Dans les zones rurales, moins de 40 % des habitants ont accès à une source d'eau potable. La majorité des populations s'approvisionne encore dans les rivières et les puits non protégés, exposant ainsi les familles à des maladies hydriques comme le choléra.

Bien que des projets d'adduction d'eau aient été lancés, comme celui du projet d'alimentation en eau de la ville de Yaoundé à partir du fleuve Sanaga, leur impact reste limité en raison des retards et des problèmes de gestion.

4. ÉLECTRICITE : UN ACCES IRREGULIER ET INSUFFISANT

Malgré les promesses d'amélioration de l'accès à l'électricité, le Cameroun continue de faire face à des délestages fréquents :

- **Délestages chroniques** : Les coupures de courant sont monnaie courante, même dans les grandes villes. Cela perturbe non seulement la vie des ménages, mais aussi les activités économiques, notamment les petites entreprises.
- **Inégalité dans l'accès** : Selon un rapport de la Banque mondiale, environ 30 % de la population rurale n'a toujours pas accès à l'électricité. Dans certaines localités, les habitants doivent parcourir de longues distances pour recharger leurs appareils électriques à des générateurs privés.

Exemple marquant : le barrage de Lom Pangar, annoncé comme une solution durable au problème énergétique, a été achevé avec plusieurs années de retard et n'a pas permis de résoudre les délestages persistants.

5. LOGEMENT ET URBANISATION : UNE GESTION ANARCHIQUE

L'urbanisation rapide des grandes villes comme Douala et Yaoundé a conduit à une crise du logement :

- **Bidonvilles en expansion** : Une grande partie de la population urbaine vit dans des quartiers précaires, sans accès aux services de base (eau, électricité, assainissement). Selon une étude de l'ONU-Habitat, plus de 60 % des habitants de Douala vivent dans des bidonvilles.
- **Projets de logements sociaux non achevés** : Plusieurs programmes de logements sociaux annoncés par le gouvernement, comme ceux de Logpom à Douala et de Mbanga-Bakoko à Yaoundé, n'ont pas été finalisés ou restent inaccessibles en raison de coûts élevés.



Le quotidien difficile des Camerounais, marqué par des infrastructures sociales insuffisantes, contraste fortement avec les discours officiels qui se félicitent de progrès inexistant. La détérioration des services de base reflète l'échec d'une gouvernance incapable de répondre aux besoins essentiels de sa population.

VI. PAUL BIYA ET LA PRESIDENTIELLE DE 2025 : LE FAUX APPEL DU PEUPLE ET LE CHOIX DE SA SORTIE

Page | 16

Dans son discours de fin d'année 2024, Paul Biya laisse habilement entendre qu'il pourrait à nouveau être candidat à l'élection présidentielle prévue en 2025. Bien qu'il ne déclare pas ouvertement ses intentions, les sous-entendus sont clairs : il évoque sa « détermination intacte » et le soutien prétendu d'un peuple reconnaissant, tout en insistant sur la nécessité de poursuivre le chemin entamé sous son impulsion. Cette mise en scène prépare le terrain à une candidature que ses partisans présenteront comme une « demande du peuple ». Mais au-delà des apparences, cet « appel » du peuple n'est qu'une mascarade orchestrée par une élite politico-administrative soucieuse de préserver ses priviléges sous un régime usé.

1. L'ILLUSION DE L'APPEL POPULAIRE : UNE MANŒUVRE POLITICIENNE BIEN RODEE

Depuis plusieurs décennies, chaque élection présidentielle au Cameroun est précédée d'une série de « motions de soutien » adressées au président Paul Biya par des groupes d'élites locales, des chefs traditionnels et des membres du parti au pouvoir, le RDPC. Ces motions, souvent relayées par les médias publics, présentent toujours la même rhétorique : elles implorent le président de « répondre favorablement à l'appel pressant du peuple » et de briguer un nouveau mandat « pour assurer la stabilité et la continuité du développement ».

Or, il est important de rappeler que ces appels ne sont ni spontanés ni représentatifs de la volonté populaire réelle. En effet :

- **Mobilisation artificielle** : Les motions de soutien sont le fruit de pressions exercées sur les élites locales, qui craignent de perdre leurs priviléges ou leurs postes s'ils ne participent pas activement à cette mise en scène.
- **Répression des voix dissidentes** : Toute voix s'opposant à cette narrative est systématiquement étouffée. L'espace démocratique étant extrêmement restreint au Cameroun, la majorité des citoyens n'a ni les moyens ni la liberté de s'exprimer véritablement.

Le véritable sentiment populaire est tout autre : une grande majorité des Camerounais aspire à un changement de leadership, une alternance démocratique et une nouvelle dynamique politique après 42 années d'immobilisme.

2. UNE CANDIDATURE QUI PROLONGERAIT LA CRISE POLITIQUE ET ECONOMIQUE

Si Paul Biya décidait de se représenter en 2025, cela signifierait le prolongement d'un régime marqué par :

- **Une économie stagnante** : Malgré les discours optimistes, le Cameroun peine à diversifier son économie et reste dépendant des matières premières, tandis que le taux de chômage reste élevé, notamment chez les jeunes.
- **Une gouvernance défaillante** : La corruption endémique, la mauvaise gestion des ressources publiques et l'absence de réformes structurelles continueraient de freiner le développement.
- **Une instabilité sécuritaire persistante** : La crise anglophone, mal gérée depuis son déclenchement, risque de s'enliser davantage si le régime actuel, perçu comme illégitime par une partie de la population, reste en place.

En choisissant de se maintenir au pouvoir, Paul Biya ne ferait que retarder une transition inévitable, au risque de plonger le pays dans une crise politique et sociale encore plus profonde.

3. LE CHOIX HISTORIQUE DE PAUL BIYA : LA GRANDE PORTE OU LA PETITE PORTE



À 92 ans et après plus de quatre décennies à la tête du Cameroun, Paul Biya est face à un choix crucial qui déterminera son héritage historique :

- **Sortir par la grande porte : Le geste d'un homme d'État**

Paul Biya a encore la possibilité de marquer positivement l'histoire en renonçant à briguer un nouveau mandat et en organisant une transition démocratique transparente. Ce geste serait celui d'un homme d'État responsable, soucieux de préserver la stabilité de son pays et d'assurer une alternance pacifique. Il pourrait devenir un exemple pour les autres dirigeants africains souvent accusés de s'accrocher au pouvoir. Cette sortie par la grande porte lui permettrait de se retirer avec honneur, respecté non seulement par les Camerounais, mais aussi par la communauté internationale.

- **Sortir par la petite porte : L'épilogue d'un règne contesté**

À l'inverse, s'il choisit de se représenter, Paul Biya risque d'être emporté par une contestation populaire croissante. Une nouvelle candidature ne ferait que renforcer le sentiment de frustration et d'exaspération d'une grande partie de la population, ouvrant la voie à des troubles politiques majeurs. L'histoire est pleine de dirigeants qui, refusant de lire les signes du temps, ont fini par être chassés du pouvoir dans l'humiliation et la violence.

La sagesse voudrait que Paul Biya prenne la mesure de la situation et comprenne qu'il est temps de laisser la place à une nouvelle génération de dirigeants capables de relever les défis de l'heure. Cette décision lui appartient seul : elle sera celle d'un homme qui choisit de rester dans l'histoire comme un bâtisseur de paix ou d'être rejeté comme un dirigeant ayant refusé de céder sa place au moment opportun.

4. UNE OPPORTUNITE POUR UN NOUVEAU DEPART DEMOCRATIQUE

La non-candidature de Paul Biya pourrait ouvrir une nouvelle ère au Cameroun :

- **Une transition pacifique et crédible** : En se retirant, il permettrait au Cameroun d'organiser des élections crédibles, transparentes et inclusives, qui offrirait au pays une chance de se réinventer.
- **Un dialogue national sincère** : Son retrait ouvrirait la voie à un véritable dialogue avec toutes les forces vives de la nation, y compris l'opposition et la société civile, pour définir un nouveau projet national.
- **Une réconciliation nationale** : L'alternance politique favoriserait la réconciliation des régions anglophones et le renforcement de l'unité nationale.

CONCLUSION GENERALE : L'HEURE DU CHOIX A SONNE

Paul Biya est à un moment décisif de son règne. Son choix de se maintenir au pouvoir ou de céder sa place déterminera non seulement son héritage personnel, mais aussi l'avenir du Cameroun. Ce pays, riche de son potentiel et de sa jeunesse, mérite mieux que la stagnation actuelle. Il mérite une nouvelle direction, une nouvelle vision, un nouveau souffle.

Seul Paul Biya peut encore décider de sortir par la grande porte, en homme d'État conscient de sa responsabilité historique. S'il ne le fait pas, l'histoire et le peuple camerounais lui imposeront tôt ou tard une sortie par la petite porte, avec le souvenir amer d'un règne trop long, marqué par des promesses non tenues et une transition manquée.

Le Cameroun a besoin de changement, et ce changement doit commencer maintenant.



BIBLIOGRAPHIE

1. Banque mondiale, « Promouvoir une croissance inclusive au Cameroun : Défis et opportunités », Washington DC, 2023.
2. Institut National de la Statistique (INS), Rapport sur l'évolution du secteur industriel au Cameroun, Yaoundé, 2024.
3. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Indice de développement humain et rapport sur la compétitivité économique du Cameroun, Yaoundé, 2023.
4. Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), Rapport sur la désindustrialisation en Afrique centrale : le cas du Cameroun, Vienne, 2023.
5. Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), « Politique industrielle et chaînes de valeur en Afrique », Genève, 2022.
6. Transparency International, Indice de perception de la corruption : focus sur les grands projets d'infrastructures et gouvernance au Cameroun, Berlin, 2024.
7. Human Rights Watch, « Cameroon: Armed Separatists and Security Forces Abuses », New York, 2024.
8. Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), Rapport sur les déplacés internes au Cameroun, Genève, 2023.
9. International Crisis Group, « Cameroon's Anglophone Crisis: The Need for Dialogue », Bruxelles, 2024.
10. Agence Ecofin, Articles sur l'économie, les infrastructures et la sécurité au Cameroun, Douala, 2023-2024.
11. Le Messager, « CELLUCAM, CICAM, CAMSUCO : un passé industriel glorieux abandonné », Yaoundé, édition spéciale, 2023.
12. Mutations, « Privatisations et fermetures d'usines : un bilan controversé », Douala, juin 2024.
13. Cour des comptes du Cameroun, Rapport sur la gestion des projets d'infrastructures sportives liés à la CAN 2019 et audit des entreprises publiques, Yaoundé, 2021-2023.
14. ONU-Habitat, Rapport sur l'urbanisation et le logement au Cameroun, Nairobi, 2023.
15. Ministère de la Défense du Cameroun, Rapport annuel sur les opérations de maintien de l'ordre et la lutte contre le terrorisme, Yaoundé, 2024.
16. Cameroon Tribune, Articles sur les défis de la transformation locale et les projets industriels, Yaoundé, 2023-2024.
17. Mutations, « Le chômage des jeunes au Cameroun : une bombe à retardement », Douala, édition spéciale, mai 2024.
18. Le Messager, « Crise anglophone : les civils entre deux feux », Yaoundé, édition spéciale, décembre 2023.
19. Agence Ecofin, « Les échecs des zones industrielles au Cameroun : cas de Kribi et Ouassa-Babouté », Douala, 2023.
20. Confédération Africaine de Football (CAF), Rapports d'inspection des infrastructures sportives au Cameroun, 2018-2021

